



Conseil de sécurité

Distr.
GÉNÉRALE

S/1997/639
13 août 1997

ORIGINAL : FRANÇAIS

LETTRE DATÉE DU 11 AOÛT 1997, ADRESSÉE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL
DE SÉCURITÉ PAR LE REPRÉSENTANT PERMANENT DU BURUNDI AUPRÈS DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe à la présente une copie de la déclaration du Ministère burundais des relations extérieures et de la coopération au sujet des allégations d'Amnesty International sur la soi-disant "politique de regroupement forcé des populations hutues par le Gouvernement du Burundi" dans un rapport diffusé le 15 juillet 1997.

Je saisis cette occasion pour vous transmettre, en guise de complément d'information, le texte introductif de la conférence de presse de S. E. M. le docteur Luc Rukingama, Ministre des relations extérieures et de la coopération de la République du Burundi, en date du 15 juillet 1997, au Siège de l'Organisation des Nations Unies à New York.

Je vous saurais vivement gré de faire distribuer le texte de la présente lettre et de ses annexes en tant que document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Gamaliel NDARUZANIYE

ANNEXE I

[Original : français]

Déclaration publiée par le Ministère des relations extérieures
et de la coopération à Bujumbura, le 8 août 1997

1) Dans son rapport diffusé le 15 juillet 1997, Amnesty International vient une fois de plus d'induire en erreur la communauté internationale sur ce qu'elle appelle "la politique de regroupement forcé des populations hutues par le Gouvernement du Burundi".

2) Partant de ce document visiblement inspiré par les milieux hostiles au processus de paix en cours au Burundi, le Ministère des relations extérieures et de la coopération voudrait rappeler à l'opinion ce qui suit :

3) Le Ministère des relations extérieures et de la coopération regrette qu'une organisation aussi prestigieuse qu'Amnesty International puisse se prêter au jeu de certains politiciens qui voudraient tourner en dérision toute mesure gouvernementale de protection des citoyens, à une période où le pays commençait à retrouver la paix et la sécurité.

Le Ministère des relations extérieures et de la coopération voudrait rappeler qu'il n'y a jamais eu de politique de regroupement forcé des populations au Burundi. Le regroupement a toujours été un phénomène spontané pour fuir la violence des bandes armées qu'Amnesty International se garde de condamner. Le Gouvernement se doit de protéger les populations déplacées pour éviter les hécatombes et pogroms du type Teza, Bugendana, Buta, etc.

4) Le Ministère des relations extérieures et de la coopération voudrait aussi dénoncer la tendance d'Amnesty International à vouloir diviser les sinistrés de guerre jusque dans leur malheur. Pour le Gouvernement du Burundi, il n'y a ni déplacés heureux, ni dispersés fortunés, ni regroupés mieux lotis que d'autres, il y a tout simplement des Burundais sinistrés de guerre qu'une propagande pernicieuse voudrait diviser selon les vieux schémas ethniques. Ils ont besoin d'être assistés et le Gouvernement le fait sans distinction, dans la mesure de ses moyens.

5) Enfin, le Ministère des relations extérieures et de la coopération voudrait en appeler au sens de l'objectivité dans les rapports d'Amnesty International. Il soutient la noble cause de défense des droits de l'homme dans le monde en général et au Burundi en particulier. Le regroupement des populations consécutif à la crise répond donc à l'impérieuse nécessité de défendre le plus sublime des droits : le droit à la vie.

C'est aussi une situation ponctuelle puisque là où la sécurité est rétablie, tous ces sinistrés commencent à retourner chez eux. C'est, par exemple, le cas dans certaines communes des provinces Kayanza et Karusi car ce que les politiciens en mal de popularité cachent à l'opinion, c'est que les bandes armées qui ont écumé les collines ces derniers temps ont décimé tout ce qui était sur leur passage jusqu'aux animaux, ce qui rendait indispensable un programme de protection collective des populations menacées.

/...

ANNEXE II

[Original : anglais]

Conférence de presse du Ministre des relations extérieures
et de la coopération du Burundi

Siège de l'ONU, 15 juillet 1997

Appui au processus de paix au Burundi

Ainsi que cela a été rendu public dans la déclaration du 25 juillet 1996, l'un des principaux objectifs que le Gouvernement de transition est déterminé à réaliser est d'établir les fondements solides d'une paix durable en appliquant un processus de paix épaulé par le dialogue, l'objectif final étant d'établir des institutions nationales par consensus.

La décision d'ouvrir un dialogue positif avec toutes les forces sociales et politiques, y compris les groupes armés, constitue un acte de souveraineté qui ne souffre aucune pression extérieure. Notre processus de paix entend dès lors être un processus global et ouvert à tous, à savoir le Gouvernement, le Parlement, les partis politiques, la société civile et les groupes armés.

1. Organisation du processus de paix

1.1 Un débat national sera organisé pour préparer psychologiquement la population aux négociations. La première étape a été menée à bien et la seconde commencera sous peu. Dans ce contexte, les délégués de la population examinent toutes les questions fondamentales.

1.2 Des conférences de paix sont organisées tant dans le pays qu'à l'étranger afin de donner aux Burundais qui vivent au pays et à la diaspora l'occasion de procéder à un échange de vues sur les questions litigieuses.

1.3 Un dialogue politique ouvert à tous les partis sera organisé dans le cadre de la coopération avec les médiateurs régionaux et internationaux. Ces négociations seront ouvertes à tous les partis. Il est entendu que cette étape commencera à la cessation des hostilités et sera marquée par la rédaction d'une nouvelle constitution. Cette nouvelle constitution devrait garantir la protection et le bon fonctionnement des institutions nationales, la sécurité pour tous, l'élimination de l'idéologie du génocide, la conduite démocratique des affaires publiques et le respect des droits de l'homme. Elle débouchera sur un accord de paix général.

Il convient toutefois de noter que le succès de ce processus de paix passe par un environnement propice au dialogue.

/...

2. Création de conditions favorables au dialogue

2.1 Élimination de la pierre d'achoppement des sanctions économiques

Le blocus économique que plusieurs pays voisins ont imposé illégalement à notre pays dès le 31 juillet 1996 a sérieusement entravé les premières étapes du processus de paix. L'appauvrissement extrême de la population burundaise, cruellement privée de tous les produits de base indispensables tels que médicaments, vivres, engrais, semences et carburant, a suscité auprès d'elle résistance et scepticisme devant le projet de processus de paix.

De surcroît, les sanctions économiques ont eu pour effet de priver le Gouvernement des moyens nécessaires à la conduite des affaires du pays.

Sur les plans humanitaire, social et économique, le pays a quasiment sombré.

En conséquence, le Gouvernement burundais exige en termes énergiques que la communauté internationale exerce toutes les pressions possibles afin que soit levé complètement ce blocus économique qui ne fait que profiter à une poignée tout en frappant très durement les groupes les plus vulnérables de la société.

Entre-temps, il importe d'appliquer pleinement et immédiatement la décision d'alléger les sanctions prises par le Sommet des chefs d'État d'Arusha IV.

2.2 Contrôle des groupes terroristes

Les bandes de terroristes et d'auteurs d'actes génocides qui ont semé la mort et la désolation, massacrant sans discrimination des femmes, des vieillards et des enfants innocents, utilisent certains pays voisins comme base arrière. Ces bandes, qui sont composées de membres du Conseil national pour la défense de la démocratie, des fameuses milices interahamwe et des anciennes forces rwandaises et zaïroises, et dévastent toute la région des Grands Lacs, devraient être maîtrisées et mises hors d'état de nuire. À cet effet, la communauté internationale a un rôle décisif à jouer.

2.3 Mise en place de voies de communication et de dialogue avec les pays voisins

Nous attendons de la Tanzanie, en tant que pays voisin, qu'elle autorise l'ambassade du Burundi à Dar es-Salaam à fonctionner normalement, ce qui devrait faciliter les communications diplomatiques. Notre mission diplomatique est occupée depuis un an, en toute illégalité, par des groupes de terroristes et d'auteurs d'actes génocides du CNDD. Nous attendons que les autorités tanzaniennes tiennent leurs engagements à cet égard.

2.4 Mise en place du Tribunal international pour le Burundi

Depuis octobre 1993, plus de 150 000 personnes ont été massacrées du simple fait de leur origine ethnique ou de leurs attaches politiques.

Une commission d'enquête internationale envoyée au Burundi a confirmé que des actes de génocide y avaient été commis. De ce fait, de nombreux observateurs internationaux ont recommandé la création du Tribunal international pour le Burundi. Le Gouvernement burundais a également introduit plusieurs demandes dans ce sens auprès de l'ONU.

Afin d'éliminer toute impunité, de châtier le crime odieux contre l'humanité qu'est le génocide et d'asseoir sur des fondements viables le processus de paix actuel, le Gouvernement burundais lance un appel pressant en vue de la création du Tribunal international pour le Burundi.

3. Appuyer comme il convient le processus de paix

Il va sans dire que l'économie du pays a été saignée à blanc par les effets conjugués de quatre années de crise et d'un blocus économique sans précédent. La communauté internationale, qui s'est sans relâche déclarée préoccupée par le Burundi et lui a prêté secours, devrait lui fournir une aide décisive dans le domaine humanitaire, en vue de la reconstruction et, par la coopération, en vue du relèvement et du développement économiques.
